

**Conférence de presse 1er avril 2006**  
**CFDT, CGT, FO, UNSA, FSU, Solidaires, UNEF, FIDL, UNL**  
(Bourse du travail de Toulon)

Le mouvement revendicatif qui porte le retrait du CPE et du CNE prend la dimension d'un enjeu majeur en France et en Europe pour l'emploi contre la précarité.

Les messages de solidarités internationales témoignent de la préoccupation importante des salariés des différents pays pour leurs propres droits.

Le développement de l'insécurité sociale a été un des éléments essentiels qui a conduit au résultat d'avril 2002.

Loin d'en tirer enseignement depuis, la précarité n'a cessé de progresser. Cette situation qui touche une partie de plus en plus grande de la population salariée s'accompagne d'une détérioration des conditions de vie elles-mêmes de plus en plus précarisées.

De nombreux salariés manifestent une plus grande lucidité face aux enjeux et une volonté de peser sur des choix néfastes à leurs intérêts individuels et collectifs.

Après le CNE, le gouvernement et le 1er ministre spéculant sur ce qu'ils considéraient comme une difficulté de mobilisation ont lancé le 2ème étage de la fusée de remise en cause du droit du travail : le CPE.

Ils ont sous-estimé les résultats des élections présidentielles et les messages envoyés à l'occasion des régionales et du référendum du 29 mai. Plus récemment, les événements dans les banlieues caractérisaient une crise sociale profonde dans notre pays.

Les mobilisations très importantes des lycéens et des étudiants portent l'inquiétude face à l'avenir et montrent la volonté de ne plus subir et de se battre pour vivre libre et digne, ce que ne permettent pas le CNE et le CPE.

Il y a indiscutablement une meilleure perception d'un véritable recul de société qui renvoie au travail gré à gré liquidant toute garantie sociale.

Après 2 mois d'une mobilisation exceptionnelle, le président de la république avait la possibilité de répondre à l'exigence du retrait du CPE pour permettre d'ouvrir un véritable dialogue sur les questions de l'emploi, de la précarité, de la situation de la jeunesse.

En annonçant la promulgation de la loi, le président endosse le passage en force et prend la responsabilité de prolonger une situation tendue qui pourrait devenir explosive.

Il prétend avoir écouté les jeunes mais il ne les a pas entendus.

Il s'est contenté de répéter les arguments avancés par le 1er ministre pour justifier le CPE que l'immense majorité du pays rejette.

En annonçant l'ouverture d'un nouveau débat parlementaire pour aménager les 2 dispositions centrales du CPE, le président confirme la volonté d'installer un contrat de travail pour les moins de 26 ans dérogeant aux droits des salariés et aux règles de l'organisation internationale du travail. L'orientation ne souffre pas de doute, elle est ultra-libérale, elle est marquée par l'autoritarisme. La démocratie dans notre pays est un processus permanent. Elle procède de vérifications constantes si l'objectif recherché est bel et bien l'intérêt général. La démonstration est faite que l'arbitraire sur des choix politiques a prévalu sur l'intérêt général.

Après la déclaration du président de la république, les mobilisations doivent se renforcer, les solidarités doivent s'affirmer encore plus fortement.

Nous mettons en garde le pouvoir, la préfecture et la préfecture maritime sur l'utilisation des forces de l'ordre contre les manifestants.

La responsabilité serait grande d'une véritable explosion sociale.

Nous condamnons fermement les propos et le comportement du président de l'Université de Sud Toulon Var qui n'a pas hésité à envoyer des nervis de la droite nationale contre les étudiants bloquant le campus de La Garde.

Nous condamnons fermement le comportement du recteur de l'académie de Nice qui a pris la responsabilité de demander par écrit aux proviseurs de débloquent les établissements y compris par l'utilisation des forces de l'ordre.

Nous condamnons tout aussi fermement l'intervention irresponsable de la gendarmerie à Brignoles. Gazage, molestage, coups et blessures, menaces de mort ont fait partie de la panoplie utilisée. Des plaintes ont été déposées.

Nous condamnons toute forme de violence et d'amalgames faits entre casseurs et manifestants visant à déstabiliser l'opinion publique et à terroriser la jeunesse qui revendique.

Nous avons fait la démonstration dans ce département, jeunes, salariés, organisations syndicales, de notre lucidité sur les enjeux et notre responsabilité sur la tenue des initiatives et manifestations.

La responsabilité du pouvoir et des forces de l'ordre est engagée pour que cela reste comme cela !!!

A partir de ces éléments, il est évident que nous considérons les propos du président de la république comme inacceptables !!!

Il y a donc encore plus de raisons de conforter l'unité des étudiants, lycéens, salariés et de toutes leurs organisations syndicales et de faire grandir les mobilisations.

Dès le 4 avril prochain, avec des arrêts de travail, des grèves, des manifestations encore plus puissantes, la jeunesse et le monde du travail apporteront une nouvelle réponse à la provocation et au mépris affichés par le président de la république et le 1er ministre.

**A 10 H 00, place de la Liberté à Toulon**

**A 10 H 30, sous-préfecture, Draguignan**